



HAL
open science

” Souriez! Tout va mal ”. La Bulgarie de Bojko Borisov au lendemain des élections de 2011

Nadège Ragaru

► **To cite this version:**

Nadège Ragaru. ” Souriez! Tout va mal ”. La Bulgarie de Bojko Borisov au lendemain des élections de 2011. 2011. halshs-00659633

HAL Id: halshs-00659633

<https://shs.hal.science/halshs-00659633>

Preprint submitted on 13 Jan 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



« Souriez ! Tout va mal ».
La Bulgarie de Bojko Borisov au lendemain des élections de 2011
Nadège Ragaru¹

En ces temps de crise financière, politique et morale de l'Union européenne, la Bulgarie se verrait bien exemplaire. C'est du moins ce que donnait à penser une déclaration du vice-Premier ministre et ministre des Finances bulgare, Simeon Djankov, à la télévision bulgare, le 15 août dernier. Il avait alors affirmé : « les Américains font moins bien que nous en termes de politiques fiscales. Ils ont clairement besoin de prendre exemple sur nous »². Quelques semaines plus tard, les autorités bulgares devaient cependant revoir leurs prévisions de croissance à la baisse (2,3% en 2012 au lieu des 4,1% prévus au printemps 2011) et préparaient, pour prévenir une éventuelle contagion de la crise de la zone euro, une très restrictive loi de finances 2012³. Au sein de la société, soumise depuis l'automne 2009 à une politique d'austérité (réduction des effectifs de la fonction publique, gel des salaires et des retraites) à peine adoucie en contexte électoral, l'humeur est sombre : si l'on en croit la dernière enquête de l'Eurobaromètre sur le climat social rendue publique le 17 octobre dernier, plus de 9 Bulgares sur 10 jugeraient la situation de l'emploi « mauvaise » (le taux de chômage s'élevait à 9,4% en septembre 2011) ; plus de la moitié des ménages évoquent des difficultés financières. 57% estiment que leur situation s'est dégradée par rapport à il y a cinq ans⁴.

Faut-il voir dans ces deux récits contrastés un jeu à double face, pareil à celui qui fit jadis le bonheur des descriptions burlesques du politique, ou y lire l'impuissance des indicateurs économiques et sociaux à offrir une lecture univoque et consensuelle des réalités contemporaines? Tout se passe comme si, en Bulgarie aujourd'hui, la stratification des expériences vécues était telle qu'elle interdisait la production d'une narration à prétention

¹ Chargée de recherche au CERI-Sciences Po (CNRS) et enseignante à Sciences Po. Email : ragaru@ceri-sciences-po.org. Une version de ce texte a été mise en ligne sur le site du CERI dans la rubrique « Recherches ».

² Voir « Bulgaria's Economy in Upswing, US, EU Must Learn from Us - Finance Minister », *Novinite.com*, 16.08.2012, à l'adresse: http://www.novinite.com/view_news.php?id=131170

³ « Djankov misli za ošte po konservativen bjudzet » [Djankov réfléchit à un budget encore plus conservateur], *mediapool.bg*, 12.11.2011.

⁴ European Commission, « Social Climate Report », *Special Eurobarometer 370*, octobre 2011, à l'adresse : http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_370_en.pdf. On notera que l'enquête a été réalisée au mois de juin 2011 et que la situation s'est sensiblement dégradée en Bulgarie depuis lors.

totalisante. Et l'on en vient à songer qu'il serait en vérité plus pertinent de soumettre au jugement du lecteur des vignettes se prêtant à des lectures duales ou, plus précisément, dédoublées. Qu'il nous soit permis de tenter ici un tel exercice, en déclinant des images *a priori* incompatibles et pourtant jointes.

I – La double victoire de GERB : les responsabilités du pouvoir

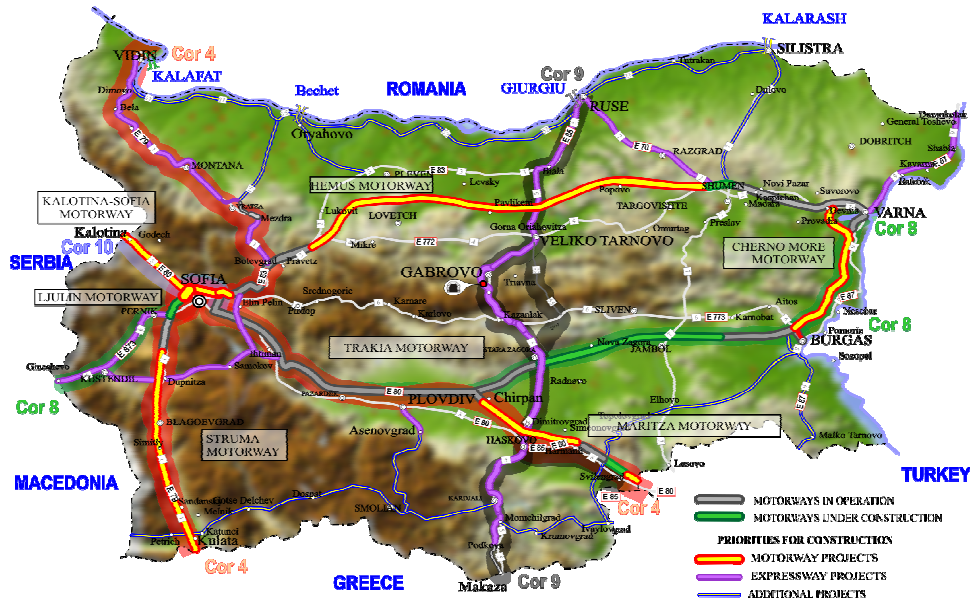
Arrêtons-nous un instant sur le versant rieur et rassurant de l'exercice démocratique par excellence qui vient de se jouer en Bulgarie les 23 et 30 octobre derniers : les électeurs étaient appelés à élire un successeur au président sortant, le socialiste Georgi Părvanov dont le second mandat arrivait à échéance ; ils devaient également choisir les conseillers et maires de 264 communes (*obštini*, principal échelon de gouvernement local en Bulgarie).

« Nous aurions gagné quel qu'ait été le candidat » (B. Borisov) : le visage souriant de la nouvelle présidence

Le nouveau chef de l'Etat, Rosen Plevneliev, est un homme d'affaires âgé de 47 ans qui se présente comme un *self made man*, lui qui a bâti fortune rapide dans la construction. Nouvel entrant en politique, il fut nommé ministre du Développement régional du gouvernement Borisov (GERB⁵, droite populiste) en juillet 2009, un poste stratégique s'il en est puisqu'il détient la clé des grands projets d'infrastructures co-financés par l'Union européenne, porte promesses de commandes publiques et d'emplois tout en offrant l'opportunité d'inaugurations médiatisées de tronçons d'autoroutes. Depuis la fin des années 1990, la Bulgarie rêve de voies à l'asphalte rutilant qui faciliteraient les circulations Nord-Sud (notamment le corridor 4 de Vidin à Kulata ou le tronçon Varna-Burgas, le long de la mer Noire, qui relève du corridor 8) et Est-Ouest (singulièrement les jonctions stratégiques Sofia-Varna et Sofia-Burgas), tout en arrachant à l'enclavement certains univers ruraux, montagneux et périphériques (voir **carte 1**).

⁵ L'acronyme GERB se déploie comme *Graždani za evropejsko razvitie na Bălgarija* (Citoyens pour un développement européen de la Bulgarie), mais emprunte également à un vocabulaire symbolique national, puisqu'il signifie « blason ».

Carte 1 : Priorités gouvernementales en matière d'infrastructures autoroutières d'ici l'année 2020



Source : Ministère pour le Développement régional et l'Urbanisme, 24.01.2011.

Discret sur les sujets susceptibles de fâcher (comme la question rom ou la corruption), Rosen Plevneliev l'a emporté avec une certaine avance sur son adversaire du second tour, l'ancien ministre socialiste des Affaires étrangères Ivajlo Kalfin (52,58% des voix contre 47,42%, pour un taux de participation de 48,04%⁶). En ces temps de crise des marchés financiers européens, ses compétences économiques et son expérience d'entrepreneur ont rassuré. Le candidat de GERB a en outre bénéficié de la présence à ses côtés de l'ex-ministre de la Justice, Margarita Popova, candidate à la vice-présidente, une personnalité respectée pour son rôle dans la lutte contre la criminalité organisée et la corruption⁷. Tout en mettant à profit la puissance de l'appareil d'Etat, R. Plevneliev a par ailleurs su incarner une certaine idée de la présidence (fonction largement cérémonielle en Bulgarie) faite de retenue et de pondération, contrastant singulièrement avec l'exercice du pouvoir flamboyant de l'ancien garde du corps devenu Premier ministre, Bojko Borisov. Cet ethos lui a permis de convaincre un électeurat urbain éduqué que le franc-parler populiste du Premier ministre laisse parfois songeur (sur le contraste entre les deux profils, voir aussi la **caricature 1**) : selon les résultats de l'*exit poll* conduit par l'institut de sondages, *Alpha Research*, R. Plevneliev est ainsi

⁶ Voir les résultats publiés sur le site de la Commission électorale centrale (CIK), à l'adresse : <http://results.cik.bg/tur2/prezidentski/index.html>

⁷ Et peu importe, au fond, que la désignation de M. Popova ait été inspirée – comme le suggèrent certaines voix à Sofia – par le général Cvetan Cvetanov, l'actuel ministre de l'Intérieur, afin, dit-on, de le libérer d'une concurrente avec laquelle il entretenait des relations tendues...

parvenu à séduire 62% des 18-31 ans (contre seulement 38% pour son adversaire socialiste) et 60% des diplômés de l'enseignement supérieur (40% pour I. Kalfin). Il l'a par ailleurs emporté très largement à Sofia (avec 62% de voix) et dans les moyennes communes (54% vs. 46%), ne laissant le BSP le devancer qu'en milieu rural (42% vs. 58%)⁸. A l'annonce des résultats, le Premier ministre exultait : « Nous aurions gagné quel qu'ait été le candidat »⁹. Le propos mérite sans doute d'être nuancé : les candidatures un temps évoquées du ministre de l'Intérieur, le général Cvetan Cvetanov, ou du chef de gouvernement lui-même auraient pu cristalliser un vote contestataire, en quelque sorte anesthésié par le visage souriant et studieux de R. Plevneliev.

Caricature 1 : La relation entre le nouveau président (au centre) et le premier ministre (à gauche) figurée dans l'hebdomadaire satirique, *Stāršel*

Ивайло НИНОВ



Source : http://www.starshel.bg/img_page.php?num=1

Le scrutin présidentiel apparaît d'ores et déjà porteur de plusieurs enseignements. Premièrement, l'ancienne droite anti-communiste formée autour de l'Union des forces démocratiques (CDC) - qui avait dominé la scène électorale dans les années 1990 avant de s'effriter suite à l'épuisement de son projet politique au début des années 2000 - n'en finit pas de se déliter : rassemblée sans enthousiasme derrière la candidature de Rumen Hristov, la « coalition bleue » a échoué à porter son candidat au-delà de 1,85% des voix. Dans ce contexte, et c'est le deuxième point, le champ politique bulgare semble devoir se restructurer

⁸ « Koi izbiratelni glasuvaha za Plevneliev i koi – za Kalfin, spored 'Alpha Research' » [Quels électeurs ont voté pour Plevneliev et pour Kalfin d'après Alpha Research », *Dnevnik.bg*, 30.10.2011, à l'adresse :

http://www.dnevnik.bg/izbori2011/2011/10/30/1191460_koi_izbirateli_glasuvaha_za_plevneliev_i_koi_-_za/

⁹ « Borisov : kojto i da bjahme izvadili, šteše da bie », *Dnevnik.bg*, 30.10.2011, à l'adresse :

http://www.dnevnik.bg/izbori2011/2011/10/30/1191465_borisov_kojto_i_da_biahme_izvadili_shteshe_da_bie/

timidement autour d'un bipolarisme imparfait (GERB-BSP). Assurément, le score de l'ancienne négociatrice en chef de l'adhésion de la Bulgarie à l'Union européenne, Meglena Kuneva (14,00% des voix au premier tour), qui s'était illustrée comme commissaire européenne en charge de la protection des consommateurs, suggère la quête d'alternative dans certains segments éduqués et urbains de l'électorat. Pour l'heure, l'ancienne commissaire européenne au profil technocratique ne dispose toutefois pas de structures partisans susceptibles de relayer son projet politique. Le principal concurrent de GERB demeure donc le Parti socialiste bulgare (BSP, ex-Parti communiste), une formation qui peine à renouveler sa base électorale.

Tel est sans doute le troisième enseignement du scrutin : depuis l'arrivée de Sergej Stanišev en 2001 à la tête de la « formation centenaire » (*stoletnicata*, le surnom sardonique que ses opposants de droite lui avaient donné), le BSP s'est engagé sur la voie d'une courageuse social-démocratisation. Si cette politique lui a permis de renouer avec le pouvoir en 2005 (dans le cadre d'une coalition gouvernementale), elle n'a pas réussi à transformer le profil du noyau dur des votants BSP : des électeurs plutôt ruraux, âgés et faiblement éduqués. En vue des élections présidentielles de 2011, le social-démocrate Ivajlo Kalfin s'était adjoint la présence à ses côtés d'un ancien acteur de cinéma, Stefan Danailov, très populaire auprès des plus de cinquante ans. Mais ce choix (qui a certes conféré à la campagne quelques moments de charme) n'a pas suffi à résoudre ce qui pourrait faire figure d'énigme : la faible attractivité de la gauche dans un pays où dominant aujourd'hui encore des imaginaires sociaux égalitaires et qui est confronté, depuis une vingtaine d'années, à une explosion des inégalités sociales.

Au second tour, les socialistes avaient espéré un report des voix du Mouvement des droits et libertés (DPS), la formation qui représente les minorités turque et musulmanes de Bulgarie. Mais la consigne de vote d'Ahmed Dogan, le leader de la formation, n'a été que partiellement suivie. La première raison tient sans doute à la faible lisibilité des enjeux du scrutin : en 2006, la présence au second tour du représentant de la droite xénophobe radicale, Volen Siderov, avait suscité une vaste mobilisation de l'électorat minoritaire, y compris parmi les Turcs de Bulgarie résidant en Turquie. En 2011, aucun des protagonistes du second tour n'était en mesure de provoquer une telle adhésion/un tel rejet. Depuis son retour dans l'opposition en 2009, le DPS traverse par ailleurs une profonde crise identitaire, encore

accentuée par le départ en janvier 2011 du numéro deux du parti, Kasim Dal¹⁰. Les divisions internes à l'organisation ont ainsi conduit maints électeurs à voter en fonction de sensibilités individuelles. Certains commentateurs s'en sont réjouis, à l'instar du ministre de l'Intérieur qui, puisant dans un répertoire anti-turc familier des acteurs politiques bulgares, a salué une élection présidentielle libérée du « broker DPS »¹¹.

La déclaration du ministre de l'Intérieur fournit une transition prudente vers le dernier enseignement du vote : le parti nationaliste radical, *Ataka*, fondé en 2005 par le journaliste Volen Siderov, qui avait créé la surprise en 2006 en remportant 21,5% des voix au premier tour des élections présidentielles et presque un quart des voix au second (24,1%), s'est effondré, n'enregistrant que 3,7% des suffrages le 23 octobre dernier. Le député V. Siderov était pourtant entré en lice précocement, mobilisant un répertoire discursif désormais routinisé (l'appel à un Etat fort, la stigmatisation de la corruption et du crime, la dénonciation des minorités et de la subordination de la Bulgarie aux grandes puissances, etc.). Ces derniers mois, sa formation avait par ailleurs multiplié les provocations dans l'espoir de parvenir à faire oublier son profil de parti de gouvernement (si *Ataka* ne détient aucun portefeuille ministériel au sein du cabinet Borisov, il est l'allié de GERB au Parlement). En vain. Cette faible performance ne saurait toutefois être interprétée comme le reflet d'un épuisement des sentiments contestataires et xénophobes. *A contrario*, l'on pourrait avancer l'hypothèse selon laquelle ce résultat traduit, d'une part, la banalisation d'une frange des argumentaires populistes défendus par *Ataka* et, d'autre part, l'existence en Bulgarie des groupes sociaux radicalisés qui ne se reconnaissent dans aucune formation politique.

Les communes adoptent le blason de GERB

Non content de remporter les élections présidentielles, GERB s'est imposé à l'issue du scrutin municipal, enlevant 14 des 27 chefs-lieux de région et augmentant ses performances par rapport à 2007 de 405 930 voix et 600 sièges de conseillers municipaux. La formation a non seulement reconduit à la tête de la capitale Sofia l'ancienne enseignante de russe,

¹⁰ Les deux organisations qui espéraient concurrencer le DPS sur son terrain électoral, le Parti populaire uni (ENP) de Marija Kapon et les candidats localement soutenus par Kasim Dal, ont effectué une percée dans le Nord-Est du pays, singulièrement dans les circonscriptions de Razgrad et de Silistra, obtenant 70 conseillers municipaux (et 4 autres dans le cadre d'accords de coalition).

¹¹ « Cvetanov : Za pârvi pât se izbira prezident brez brokera DPS » [Cvetanov : pour la première fois un président est élu sans le broker DPS], *Dnevnik*, 31.10.2011, à l'adresse :

http://www.dnevnik.bg/izbori2011/2011/10/30/1191278_cvetanov_za_purvi_put_se_izbira_prezident_bez_broera/

Yordanka Fandăkova ; mais elle a aussi conquis plusieurs nouveaux centres régionaux (Blagoevgrad, Pleven, Plovdiv, Smoljan, Varna entre autres)¹². Ce succès est remarquable au regard de la brève histoire du parti : GERB fut lancé en 2006 autour de la figure charismatique de Bojko Borisov. L'agent de sécurité privé avait entamé son ascension politique après sa nomination au poste de secrétaire général du ministère de l'Intérieur par Siméon de Saxe-Cobourg-Gotha (dont il avait été garde du corps) en 2001. S'imposant comme le télégénique pourfendeur des insuffisances de l'Etat et de la justice face au crime, il avait obtenu la confiance des Sofiates en 2005. Rien, cependant, ne garantissait que GERB - une structure « attrape-tout » qui avait amplement recruté dans les milieux d'affaires tout en favorisant le reclassement politique d'anciens cadres issus de la droite - parviendrait à se doter d'un maillage organisationnel résilient. D'autres formations (à l'image du Mouvement national Siméon II) avaient échoué à convertir un charisme individuel en organisation partisane dotée de soutiens locaux.

Assurément cette performance a exigé une dose de flexibilité idéologique, des arbitrages parfois délicats entre intérêts économiques concurrents, ainsi que la cooptation de figures localement influentes aux convictions politiques nomades. Illustratif est à cet égard le cas de Varna, un riche port des bords de la mer Noire où affluent les touristes en quête de loisirs bleutés. En 2011, GERB a apporté son soutien à l'homme fort de la ville, Kiril Yordanov, qui avait précédemment bénéficié de la protection des socialistes et a ainsi obtenu un quatrième mandat. Il n'en reste pas moins que GERB remporte le vote municipal alors que le coût social de la politique d'austérité suscite le désarroi de larges segments de la population, que la confiance dans la classe politique est au plus bas, que les très médiatiques arrestations contre des criminels présumés (que l'on se souvienne de « l'Opération pieuvre » en février 2010¹³) s'achèvent bien souvent sur des remises en liberté faute de preuves et que le développement des écoutes téléphoniques (censé accroître l'efficacité de la lutte contre la

¹² 91 maires de communes et 1 149 maires de villages avaient été élus dès le premier tour. Un second tour fut organisé pour 173 mairies et 831 villages et hameaux.

¹³ A cette date, une spectaculaire intervention policière – filmée par les caméras – avait conduit à l'arrestation d'Aleksej Petrov et d'une quinzaine d'autres personnes soupçonnées d'extorsion de fonds, de fraude fiscale, de chantage, de proxénétisme, de détournement de fonds et de blanchiment d'argent. Ancien membre de l'unité d'élite de l'appareil répressif communiste, les « Bérets rouges », et ancien karatéka reconverti dans les affaires avec succès, A. Petrov a été relâché un an plus tard, avant de se présenter comme candidat aux élections présidentielles d'octobre (0,94% des voix). Entre-temps, *Galerija* – une publication relevant de la « presse jaune » bulgare qui serait détenue par A. Petrov – avait diffusé des retranscriptions supposées d'écoutes téléphoniques très compromettantes pour le ministre de l'Intérieur en exercice (elles suggéraient son implication dans des réseaux de contrebande). Voir Lora Fileva, « Aleksej Petrov izleze i ot domašnja arest » [Aleksej Petrov en a également fini avec l'assignation à résidence], *Dnevnik*, 07.02.2011 ; Jovo Nikolov, « Graždaniñat Petrov » [Le citoyen Petrov], *Kapital*, 12.02.2010.

criminalité) est parfois soupçonné de servir d'instrument de contrôle des concurrents politiques et économiques. C'est dire l'art politique de ses dirigeants.

II - Les triomphes amers du spectacle politique

Le fou du roi, si fou du roi il y avait, déciderait sans doute à ce stade de réintroduire dans le récit un soupçon de désordre – ce désordre dont, en d'autres temps, Georges Balandier nous avait appris combien il participait du façonnage de l'ordre politique¹⁴.

Pour ce faire, il convient de changer de cadre et de revenir sur l'image des journées électorales des 23 et 30 octobre 2011. Rarement un scrutin aura-t-il donné à voir une telle accumulation d'errements, d'esclandres et, disons-le, d'irrégularités. Retards dans la livraison des bulletins, défaillances dans l'établissement des listes électorales¹⁵, composition des commissions électorales locales parfois peu respectueuse des droits de l'opposition, manque de transparence dans la gestion des protocoles et le décompte des voix, retard dans l'annonce des résultats, la liste des griefs est substantielle. Le jour du premier tour, en plusieurs circonscriptions les aspirants-électeurs ont dû patienter plusieurs heures avant de parvenir (ou de renoncer) à voter. Prise au dépourvue, la Commission électorale centrale décida même – fait sans précédent dans l'histoire des élections bulgares depuis 1989 - de proroger d'une heure l'ouverture des bureaux de vote. Le soir même, chaînes télévisuelles, radios, *facebook* et *twitter* abondaient de témoignages désabusés de votants ayant affronté des files d'attente dignes de l'ère de la pénurie socialiste. Au même moment, commençaient à être dénoncé un « commerce des voix ».

Les ressources de la satire

« Chaque nouvelle campagne électorale nous reproche plus glorieusement encore de notre ancien passé lumineux! » (clin d'œil à « l'avenir lumineux » que promettait le communisme).

Source : *Stāršel*.

¹⁴ Voir Georges Balandier, *Le détour. Pouvoir et modernité*, Paris : Fayard, 1985, en particulier le chapitre sur « Le corps à 'corps politique' », p.21-56.

¹⁵ La plupart des observateurs ont souligné que le ratio entre le nombre d'électeurs inscrits sur les registres de vote (6 933 748 pour les présidentielles et 6 514 917 pour les municipales) et le nombre d'habitants recensés en 2011 (7, 364 millions) était étonnamment élevé...Ce chiffre s'explique, en partie, par le maintien sur les listes électorales des personnes ayant déclaré une adresse permanente en Bulgarie, même lorsqu'ils résident à l'étranger depuis plusieurs années. Voir OSCE ODIHR, Limited Election Observation Mission *Republic of Bulgaria – Presidential and Municipal Elections, Second Round, 23 October 2011, Statements of Preliminary Findings and Conclusions* à l'adresse: <http://www.osce.org/odihr/84280>

De fait, la mise sur agenda public de l'enjeu de « l'achat des voix » ne date pas de 2011. Elle remonte aux élections législatives de juin 2005¹⁶ : à l'époque, l'opprobre s'était portée sur le Mouvement des droits et libertés (DPS), accusé dans quelques media et milieux politiques, d'avoir affrété des bus pour assurer la participation de Turcs de Bulgarie établis en Turquie et/ou d'avoir monnayé des votes roms. La stigmatisation du DPS n'était certes pas dépourvue d'arrière-pensées politiques. Des amendements au code électoral et au code pénal n'en furent pas moins adoptés afin de lutter contre ces délits (à travers, entre autres, un accroissement des peines encourues et l'introduction de nouveaux critères de résidence pour pouvoir participer aux élections municipales).

En cette année 2011, les allégations d'achat de voix et d'intimidation de candidats ou de votants¹⁷ ont connu une telle diffusion que la très prudente OSCE – tout en retenue à l'égard des Etats membres de l'Union européenne - en a fait mention dans ses rapports d'observation électorale¹⁸. L'on sait combien la circulation de représentations inexactes, d'anecdotes amplifiées à chaque nouvelle relation, constitue un instrument de mise en récit d'un présent jugé inintelligible et moralement injuste. Toutefois, en privé, certains chercheurs bulgares spécialisés dans les études sur la corruption n'hésitent plus à décrire l'institutionnalisation d'un commerce des voix dans des quartiers appauvris où certains prêteurs sur gages se reconvertissent en *boss* politique le temps d'un scrutin, monnayant des réductions de dette contre un « juste » choix électoral. Survivant avec peine entre aides sociales, emprunts et crédits rachetés, certains électeurs se retrouveraient à la merci de leurs créanciers (aux taux d'intérêt usuriers). Il reste toutefois difficile de déterminer l'ampleur de ces pratiques et leur impact sur l'issue de la compétition.

¹⁶ Antérieurement, il était coutume d'évoquer les transactions à la lisière de la légalité réalisées dans certains quartiers roms, où, en amont des scrutins, les représentants des principales forces politiques auraient proposé avantages en nature ou en numéraire. Toutefois par une sorte de convention tacite, la question ne faisait pas l'objet de débats dans l'espace public national. Sur ces enjeux, voir (le très engagé) Venelin Ganev, « Ballots, Bribes, and State-Building in Bulgaria », *Journal of Democracy*, 17(1), janvier 2006, p.75-89.

¹⁷ Le respecté hebdomadaire économique *Kapital* a publié une enquête édifiante à cet égard sur les élections municipales à Pleven, remportées de justesse par GERB. Voir Velina Gospodinova, « Plevenskata epopeja. V bitkata za kmestkoto mjasto imaše sāmnenija za počti vsiški vāzmožni narušenija » [L'épopée de Pleven. Dans la lutte pour la mairie, à peu près toutes les formes d'irrégularité possibles auraient eu lieu], *Kapital*, 04.11.2011, à l'adresse :

http://www.capital.bg/politika_i_ekonomika/bulgaria/2011/11/04/1196307_plevenskata_epopeja/?sp=2#storystart

¹⁸ Voir OSCE ODIHR, Limited Election Observation Mission. *Republic of Bulgaria – Presidential and Municipal Elections, Second Round, 30 October 2011, Statements of Preliminary Findings and Conclusions*, à l'adresse: www.osce.org/odihr/elections/Bulgaria/84601.

Un seul point est sûr : les appels à une annulation des résultats du scrutin présidentiel (formulés par le Parti socialiste bulgare, le DPS et *Ataka*) ou à un recompte manuel des voix en certaines municipalités, tout comme les nombreuses plaintes pour irrégularités, traitées avec plus ou moins de bonheur par la Commission électorale, soulèvent des interrogations quant à la qualité et à l'impartialité de l'administration du vote. Ils risquent par ailleurs d'alimenter les sentiments de défiance envers un jeu politique d'ores et déjà perçu comme peu transparent. Sur le site d'information *mediapool.bg* (qui cible un lectorat plutôt urbain, éduqué et de droite), le 6 novembre dernier, l'on pouvait ainsi lire le commentaire suivant d'un internaute – assez révélateur des perceptions actuelles : « L'achat des voix à Plovdiv a décidé l'élection en faveur de Totev [candidat de GERB, jusqu'alors préfet nommé par le gouvernement GERB]. Toute la ville sait comment les voix ont été achetées, mais ni la police, ni la justice n'ont réagi. Il est clair que la machine étatique a déterminé les résultats électoraux. Aux élections parlementaires [de 2013], je m'attends à une victoire intégrale du parti au pouvoir avec 99,7% des voix. Triste Etat, pauvre peuple, malheureux, égaré et déprimé ! »¹⁹.

Par-delà le déroulement du scrutin, il semble difficile d'échapper au constat selon lequel prévaut en Bulgarie un climat politique et social délétère. Assurément, le pays est pour le moment parvenu à se prémunir contre les effets de la crise grecque et les turbulences dans la zone euro. Depuis l'introduction en 1997 d'un directoire monétaire du FMI, la gestion des comptes publics a été menée avec une grande rigueur. Les banques – privatisées – se sont vu imposer des mesures prudentielles exigeantes ; l'Etat a enregistré des excédents budgétaires jusqu'à la crise de 2008-2009. L'endettement public reste modeste, à 17% du PIB²⁰. La Bulgarie demeure cependant très dépendante des investissements étrangers pour assurer sa croissance, ainsi que des transferts monétaires des travailleurs migrants. Elle serait profondément affectée si l'UE s'engageait sur la voie d'une spirale déflationniste. Le rattrapage économique des années 2000 a par ailleurs largement reposé sur une politique fiscale favorable aux investisseurs et sur la compétitivité-prix de la main d'œuvre - d'où un salaire minimal extrêmement bas (270 leva, soit 137 euros par mois en septembre 2011) au regard des dépenses incompressibles des ménages (chauffer un appartement de trois pièces à

¹⁹ Commentaire en marge de l'article « Que les résultats élections à Pleven et Plovdiv soient annulés en raisons des irrégularités brutales », *Mediapool.bg*, 06.11.2011.

²⁰ L'une des sources les plus fiables concernant les indicateurs macro-économiques de la Bulgarie constitue le site de la Banque nationale (BNB). Voir les données publiées en novembre 2011 à l'adresse : http://www.bnb.bg/bnbweb/groups/public/documents/bnb_publication/pub_mb_201111_bg.pdf

Sofia l'hiver coûte environ 140 euros par mois). En outre, les réformes de la santé et de l'éducation, administrées selon une logique managériale (plus que de service public), n'ont pas délivré les améliorations des prestations promises. La cohésion sociale et la lutte contre la précarité constituent dès lors un enjeu majeur dans la Bulgarie d'aujourd'hui.

L'heure est à la dérision

- Monsieur le ministre, pourquoi les retraites sont-elles si faibles ?
- La crise...
- Mais alors, pourquoi le nombre des millionnaires a-t-il augmenté ?
- L'inflation...

Source : *Stăršel*

Non moins préoccupante est l'évolution de ce que l'on pourrait être tenté d'appeler le « spectacle politique ». Car, sous le gouvernement Borisov, le pouvoir s'est plus que jamais donné à voir dans une réitération sans fin de gestes cérémoniels (inauguration de projets d'infrastructure, de crèches, d'entreprises...) et dans l'exhibition télévisuelle d'interventions policières dignes des meilleures séries B hollywoodiennes. Là où certains citoyens voient dans cette communication-en-actes le reflet d'un engagement politique résolu, d'autres ont le sentiment d'assister à une lente œuvre de déréalisation des politiques publiques et à une dissipation des notions d'intérêt général ou de représentation politique. En outre, peut-être dans l'espoir d'établir un lien im-médiat avec les électeurs, le Premier ministre a adopté un parler volontiers populaire-populiste que d'aucuns pourraient juger peu adapté à sa fonction. Cette parole politique a été placée au service d'un pouvoir très personnalisé qui oppose régulièrement la volonté de l'Un aux divisions et blocages imputés à des institutions en déshérence. Elle s'est aussi adossée à la promotion d'une image du peuple associée à une définition ethnique de la « bulgarité » et à l'instrumentalisation ciblée d'une rhétorique anti-minoritaire que l'on croyait d'un autre temps. Ce faisant, tendent à être reléguées aux marges de l'ensemble national les nombreuses minorités de Bulgarie (turque, bulgare musulmane, rom).

Conclusion

Au terme de ce bref parcours, est-on parvenu à offrir au lecteur une présentation ouverte des évolutions récentes, se prêtant à diverses lectures ? Rien n'est moins sûr. Deux constats s'imposent cependant. Premièrement, le contrôle des principaux leviers (exécutif, législatif, municipal) du pouvoir représente un défi pour GERB, alors que s'accumulent les

incertitudes économiques et sociales. Une vision politique serait indispensable à la gestion d'une crise économique majeure. Deuxièmement, l'on ne saurait oublier qu'il y a quelques semaines encore, suite au décès de deux jeunes Bulgares à Katunica lors de heurts entre des Bulgares et des Roms bulgares, plusieurs villes de Bulgarie (dont Sofia, Varna, Plovdiv et Burgas) connurent une vague de manifestations riches en slogans hostiles aux minorités. Assurément, réduire la colère des protestataires à une expression de xénophobie radicalisée constituerait une erreur. La contestation se voulait également une dénonciation de l'impunité dont bénéficient certains hommes d'affaires illicites (qu'ils soient membres de minorités ou de la majorité) et un appel au « réveil du peuple » face à l'impuissance (l'indolence ?) des élites gouvernantes. Elle n'en traduit pas moins un inquiétant processus d'ethnisation des contrastes sociaux²¹. Or, jamais le croisement entre répertoire national, désarroi social et désespérance politique ne s'est révélé heureux.

Gardons-nous cependant de feindre les augures et redonnons une dernière fois la parole au rire - la seule chose, nous rappelait Henri Bergson, qui atteste encore de notre humanité.

L'ombre du pouvoir

« - Comment traduire en langue humaine la déclaration du ministre des Finances selon laquelle un segment croissant de notre économie relèverait de l'économie grise ?

« - Eh bien, soit notre économie est vraiment minuscule, soit l'ombre qui s'étend au-dessus de l'Etat s'étire démesurément ! »

Source : *Stāršel*

²¹ Sur cet enjeu, l'on pourra se reporter à Nadège Ragaru, « Voting for the Xenophobic Party “Ataka” in Bulgaria. Reshaping Symbolic Boundaries after Socialism », *Euxinios*, 2, 2011, p.13-21.